



## Notes de lecture

LARUE Renan

- **Le végétarisme et ses ennemis. Vingt-cinq siècles de débats**

CHARBONNIER Edwige, RONCEUX Aïcha, CARPENTIER Anne-Sophie, SOUBELET Hélène, BARRIUSO Enrique, coordinateurs

- **Pesticides. Des impacts aux changements de pratiques**

MENDES FERRÃO José E.

- **Le voyage des plantes et les grandes découvertes**

COMPAGNONE Claude, GOULET Frédéric, LABARTHE Pierre (coord)

- **Conseil privé en agriculture. Acteurs, pratiques et marché**

VAN DER PLOEG Jan Douwe

- **Les paysans du XXI<sup>e</sup> siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui**

LAIREZ Juliette, FESCHET Pauline, AUBIN Joël, BOCKSTALLER Christian, BOUVAREL Isabelle

- **Agriculture et développement durable. Guide pour l'évaluation multicritère**

RASTOIN Jean-Louis, BOUQUERY Jean-Marie (dirs)

- **Les industries agroalimentaires en France**

*NESE n° 40, Mai 2016, pp. 93-104*

**CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE**

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

## Présentation

*Notes et Études Socio-Économiques* est une revue du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

### Directrice de la publication :

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

### Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

### Secrétaire de rédaction :

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'Études et de Prospective

### Comité de rédaction :

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'études et de prospective

Didier Cébron, MAAF-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Pierre Clauquin, MAAF-SG-SSP-CEP, Chef du BPSIE

Bruno Hérault, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAAF-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

**Composition** : SSP - ANCD

**Impression** : AIN - Ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution

**ISSN** : 2259-4841

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

# Note de lecture

---



LARUE Renan  
*Le végétarisme et ses ennemis. Vingt-cinq siècles de débats*  
Presses universitaires de France, 2015, 310 pages

Manger ou ne pas manger de la viande ? Telle est la question qui traverse de nombreuses disputes philosophiques et religieuses, depuis l'Antiquité, et que l'on retrouve aujourd'hui dans les débats, florissants, sur l'évolution des comportements alimentaires. Pour y répondre l'auteur, actuellement chercheur à l'université de Montréal, nous entraîne dans une très intéressante et équilibrée histoire des doctrines végétariennes et antivégétariennes, montrant bien ce que les arguments des uns et des autres ont d'immuable ou de changeant à travers le temps.

Par pitié pour les animaux, par ascétisme ou par rejet du carnisme des peuples Barbares, Hésiode, Empédocle, Téophraste, les pythagoriciens puis surtout Plutarque et Porphyre ont posé les premières bases du végétarisme. Leurs raisonnements, qui rompaient avec les sacrifices religieux de type alimentaire, ont suscité de fortes réactions philosophiques et politiques : Héraclide, Clodius et les stoïciens considèrent que les animaux ne sont là que pour satisfaire l'espèce humaine, et des lois de Tibère interdisent l'abstinence de viande.

Par réaction à la *cachéout* juive qui distinguait les denrées pures des impures, les textes chrétiens prônent l'indifférence alimentaire et un anthropocentrisme radical. Ils célèbrent un Dieu omnivore, un Christ carnivore et, de Saint-Augustin à saint Thomas d'Aquin, sont largement défavorables au végétarisme. La diète des parfaits cathares est signe de leur hérésie et de leur superstition, et les jeûnes ne sont autorisés que s'ils sont réalisés par pénitence ou désir de se mortifier. Il faudra attendre le début du XVIII<sup>e</sup> siècle pour que des fidèles chrétiens, sensibles à la douleur des animaux, osent contrarier la parole divine et vanter l'abstinence de viande.

La renaissance du végétarisme, au XVIII<sup>e</sup> puis surtout au XIX<sup>e</sup> siècle, vient selon R. Larue de la conjonction de plusieurs tendances : essor de la physiologie et du raisonnement diététique (Gassendi, Wallis, Buffon, Cheyne, Berthelet), progrès des sensibilités, épuisement des présupposés spécistes (Maupertuis, Bentham), développement de l'athéisme et du matérialisme, anti-carnisme éthique des philosophes des Lumières (Voltaire, Rousseau), affirmation

de l'ethnologie et en particulier idéalisation du modèle hindou, etc.

C'est en Angleterre que l'on trouve les premières et plus fortes manifestations de dégoût pour les nourritures carnées, qui aboutiront à l'invention du terme *vegetarian* en 1839, à la création de la *Vegetarian Society* en 1847, puis à l'ouverture de nombreux restaurants végétariens dans les années 1880 et 1890. Ce mouvement est couronné par l'œuvre d'Henry Stephens Salt, qui détache le végétarisme des systèmes philosophiques et religieux et en fait une véritable doctrine politique et sociale. Mais les adeptes du régime carné seront toujours plus nombreux que les défenseurs des animaux, constamment accusés de sectarisme.

Avec l'industrialisation de l'élevage, on n'a jamais consommé autant de produits d'origine animale, et le fait que les bêtes ne soient plus que de la « nourriture sur pattes » soulève des objections morales croissantes. C'est dans les années 1940 que Donald Watson forge le terme *vegan* et crée la *Vegan Society*. Allant au-delà du végétarisme, ce mouvement reçoit ensuite le soutien d'universitaires de premier plan, qui théorisent les « intérêts animaux » (Peter Singer) ou les « sujets animaux » (Tom Regan, Gary Francione). En complément de ces éthiques animales, ce sont aujourd'hui les préoccupations de développement durable qui viennent légitimer le véganisme : effets néfastes de l'élevage sur l'environnement et sur le climat, épuisement des stocks de poisson, forte consommation de protéines végétales par les animaux de boucherie alors que de nombreuses populations souffrent de la faim, etc. Et comme à toutes les époques, les « pro » rencontrent sur leur route les « anti » (Jean-Marie Meyer, Janine Chanteur, Luc Ferry, Jean-Pierre Digard).

L'auteur termine son ouvrage par une réflexion prospective sur l'avenir du véganisme. Il considère que les conditions d'un passage massif à ce nouveau régime alimentaire sont dorénavant réunies, et ce pour plusieurs raisons. La première est que le processus de « civilisation des mœurs » cher

à Norbert Elias continuera de produire ses effets, et donc que le dégoût pour la viande s'étendra à mesure du développement des capacités des individus à ressentir de l'empathie pour les animaux. La deuxième est que la mondialisation des valeurs anglo-saxonnes contribuera à porter de nouvelles théories de la justice donnant des droits aux vivants non-humains. Le troisième facteur susceptible de favoriser le véganisme est d'ordre économique : comme pour le bio, quand les entreprises de l'industrie agroalimentaire et les grands distributeurs verront dans ce nouveau secteur une source prometteuse de profits, ils développeront une offre de plus en plus large qui stimulera à son tour la demande. L'évolution des positions des gouvernements, de plus en plus liées à l'état des connaissances scientifiques et aux opinions publiques, contribuera aussi à suggérer puis à imposer de nouveaux canons diététiques. Enfin, le réchauffement climatique, la surpêche et la diminution de la biodiversité légitimeront la dimension écologique du véganisme qui, sous l'influence d'un consensus médiatique, s'imposera de plus en plus à la conscience du mangeur. Du fait de la conjugaison de ces facteurs, « plus il y aura de véganes dans nos sociétés, plus il sera facile de le devenir et de le rester, et moins la réprobation sociale à leur égard se fera sentir » (p. 281).

On l'aura compris, cet ouvrage riche, clair, très documenté et plaisant à lire, dresse un panorama philosophique et historique complet sur un sujet trop souvent livré aux commentaires superficiels des médias, des marketeurs et des sondologues. L'ouvrage montre aussi que les débats sur l'alimentation, constamment renouvelés, s'ancrent dans des traditions séculaires, voire millénaires, qui les orientent et les conditionnent. Les discours sur le « bien manger », prétendument modernes, assurent aussi l'éternel retour des mêmes arguments et des mêmes justifications. Comme toujours en matière d'histoire des idées, ce qui est nouveau n'est pas forcément très intéressant, et ce qui est intéressant n'est pas forcément très nouveau. Ce faisant, Renan Larue nous convainc aisément des vertus du détour par

le passé, seule façon d'éclairer le présent, de le comprendre et de le relativiser : comme le disait l'écrivain portugais José Cardoso Pires, « sans mémoire le présent se vide ».

Enfin, cette lecture rappelle qu'à travers la question de la consommation de viande, surgissent d'autres interrogations relatives aux droits des animaux, à la frontière entre nature et culture, à la morale, la religion, la justice, et plus généralement encore à l'espèce humaine. Nous assistons à la fin

d'un certain humanisme, héritier de l'anthropocentrisme chrétien, et à l'émergence d'un nouvel universalisme moral et politique, ambitionnant d'incorporer l'ensemble des être vivants.

**Bruno Héroult**

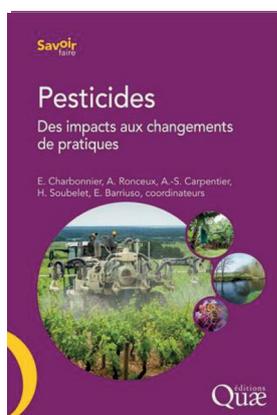
Chef du Centre d'études et de prospective

MAAF

[bruno.herault@agriculture.gouv.fr](mailto:bruno.herault@agriculture.gouv.fr)

# Note de lecture

---



CHARBONNIER Edwige, RONCEUX Aïcha,  
CARPENTIER Anne-Sophie, SOUBELET Hélène,  
BARRIUSO Enrique, coordinateurs  
*Pesticides. Des impacts aux changements de pratiques*  
Paris, Éditions QUAE, 2015, 400 pages

Depuis les années 1950 et le développement d'une agriculture productiviste, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques pour lutter contre les organismes nuisibles s'est généralisée dans les exploitations agricoles. L'apparition dès les années 1960 d'effets toxiques sur l'environnement est un corollaire de cet usage intensif. Les pesticides, encore très utilisés pour la couverture sanitaire des systèmes de production actuels, font de ce fait l'objet d'enjeux environnementaux majeurs.

L'intérêt de cet ouvrage est d'établir le bilan de quinze années de recherche financées par le ministère en charge de l'Écologie dans le cadre de son programme d'évaluation et de réduction des risques environnementaux liés à l'usage des pesticides (dit « programme Pesticides »). L'accent y est mis sur le transfert des résultats pour une aide à la décision publique. Ce sont ainsi 40 projets de recherche, sur les 57 lancés et conduits de 1999 à 2014, qui y sont présentés, à travers quatre grandes thématiques.

La première porte sur la réduction de la contamination de l'environnement, par une meilleure compréhension des transferts de pesticides et de leur devenir, à la fois dans

l'atmosphère, les sols et les eaux souterraines et superficielles. Parmi les neuf projets dont les résultats sont présentés ici, quatre sont pionniers en France sur la dynamique des pesticides dans l'atmosphère. Il est ainsi montré que les pesticides sont présents dans l'atmosphère aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural (qui enregistre les niveaux les plus élevés), y compris pour des molécules interdites depuis plusieurs années. Des travaux conduits sur la contamination des sols mettent eux en évidence l'effet des pratiques agricoles sur le phénomène de stockage des pesticides, comme par exemple l'influence de la profondeur des labours dans les bananeraies sur le niveau de contamination des sols antillais à la chlordécone. Des progrès restent cependant à réaliser en matière de définition de l'exposition aux contaminations atmosphériques, nécessaire pour faire le lien avec la toxicité sur les êtres humains et l'écotoxicité sur les milieux naturels.

La deuxième thématique concerne les avancées dans le domaine de l'écotoxicologie : étudier les effets des pesticides dans les écosystèmes, terrestres ou aquatiques, dulcicoles et marins, sur les organismes cibles et non cibles, pour une meilleure

évaluation des risques. Les résultats obtenus à partir des treize projets présentés mettent en évidence les effets biologiques non intentionnels des pesticides, parfois sur le long terme et à une large échelle, et la difficulté à évaluer et maîtriser les risques écotoxicologiques. Par ailleurs, des améliorations dans les tests écotoxicologiques de détection utilisés sont proposées (intégration des effets sublétaux sur les organismes non cibles tels l'abeille domestique); des leviers sont identifiés pour optimiser l'utilisation des pesticides de synthèse (gestion des phénomènes de résistance des agents pathogènes aux traitements), et développer pratiques culturales novatrices et produits alternatifs aux pesticides chimiques (composés biocides bactériens). Les résultats présentés confirment la nécessité d'analyser les systèmes en agriculture au travers du cadre « E-S-R », efficacité-substitution-reconception (Hill et MacRae, 1995).

La troisième partie, avec la présentation de dix projets, s'intéresse à ces pratiques agromonomiques innovantes visant à réduire l'utilisation des pesticides par des techniques de substitution (type « S ») à la lutte chimique : lutte physique (utilisation de filets Alt'Carpo contre le carpocapse du pommier), biotechnique (biostimulation de bactéries telluriques contre une maladie de la pomme de terre) ou biologique (biofongicides contre les maladies de la vigne). Mais les auteurs évoquent également des stratégies de reconception (type « R ») des systèmes de culture afin de limiter, en amont, le développement des bioagresseurs (études réalisées en grandes cultures, en arboriculture fruitière ou encore dans les bananeraies en milieu tropical). Les stratégies de reconception, bien qu'*a priori* les plus efficaces et les plus durables en matière de réduction de l'usage des pesticides, seraient moins utilisées par les professionnels qui leur préféreraient les changements de type « S » plus simples à mettre en œuvre. Des efforts dans la gestion de l'appropriation, sur le terrain, de ces nouvelles pratiques, sont à prévoir, ainsi que dans l'articulation entre les différentes techniques de la grille « E-S-R ».

La quatrième et dernière partie traite des modalités d'accompagnement des acteurs pour réduire les risques liés aux pesticides. À partir des résultats de huit projets sont analysés les freins et les leviers à l'adoption de nouvelles pratiques économes en pesticides, et sont étudiés les outils de régulation mobilisables par les pouvoirs publics. Les analyses économiques mettent ainsi en évidence le poids de l'aversion au risque dans la généralisation du changement chez l'agriculteur, réticent à une modification de ses pratiques par crainte des aléas économiques. En termes de leviers, il est montré l'intérêt de combiner divers instruments de politiques publiques – réglementation, incitations économiques, formation et information – en s'assurant de la cohérence des actions entre les différents niveaux, européen, national et territorial, afin de favoriser les initiatives locales. Se pose aussi la question de la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance, la société civile étant de plus en plus mobilisée sur les questions environnementales.

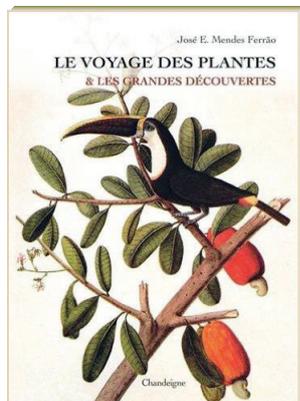
Cet ouvrage à caractère scientifique, précis et bien illustré, constitue un outil précieux pour le monde de la recherche et de l'enseignement, avec son importante compilation de travaux et de références bibliographiques. Il est également un outil d'aide à la décision pour les principaux acteurs concernés, décideurs publics, professionnels du monde agricole, gestionnaires de l'environnement, soucieux d'agir pour réduire les risques environnementaux associés à l'usage des pesticides.

Sa composition à la fois équilibrée et dynamique en fait un ouvrage pratique à utiliser, avec notamment l'intégration à la fin de chacune des principales parties d'un ou plusieurs regards critiques sur les « *apports pour la gestion* » des travaux recensés, permettant d'identifier certaines lacunes scientifiques et de réfléchir à de futures pistes de recherche.

**Christine Cardinet**  
Centre d'études et de prospective

# Note de lecture

---



MENDES FERRÃO José E.  
*Le voyage des plantes et les grandes découvertes*  
Chandeigne, 2015, 384 pages

Ce livre érudit et dépaysant raconte le grand voyage des plantes vivrières, depuis leurs époques et lieux de découverte jusqu'à leurs zones de transplantation et consommation actuelles. Ancien professeur à l'Institut supérieur d'agronomie de Lisbonne, l'auteur dresse le portrait de 58 espèces, originaires d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Il émaille son récit d'illustrations et de textes anciens de grand intérêt. Chaque notice se termine par une carte indiquant les zones d'origine puis d'expansion de la plante, avec quelques repères sur les tonnages produits aujourd'hui.

La richesse de l'ouvrage fait qu'il se prête à plusieurs niveaux de lecture. On y trouvera d'abord une analyse détaillée de chaque végétal, de ses vertus alimentaires et sanitaires, de ses usages symboliques et culturels. Certains noms sont bien connus (riz, maïs, thé, haricot, ananas, tournesol, tabac), mais d'autres nettement moins (maniguette, jaquier, rocuyer, anones).

Le lecteur y trouvera aussi une description des échanges de plantes entre continents, étudiés d'un point de vue agronomique, avec une description précise des routes maritimes, des chronologies de diffusion, des vecteurs économiques et politiques de cette diffusion, des conditions de bonne acclimatation des espèces, des causes d'échecs et de réussites.

L'auteur retrace également la contribution des Portugais, un temps maîtres des mers, aux grandes découvertes, à la colonisation, au développement de l'agriculture et des plantations. À leur suite, Espagnols, Néerlandais, Anglais et Français se sont répandus sur tout le globe, et avec eux la plupart des plantes vivrières implantées loin de leurs terres d'origine.

À travers ces pérégrinations, l'ouvrage décrit les grandes étapes de l'histoire du monde, en insistant sur les stratégies des royaumes et des armateurs, sur les travaux des botanistes, sur les pratiques culturelles, l'évolution des goûts alimentaires, le recours aux médications naturelles. Les destinées historiques des noms d'espèces et de leurs étymologies sont également bien retracées.

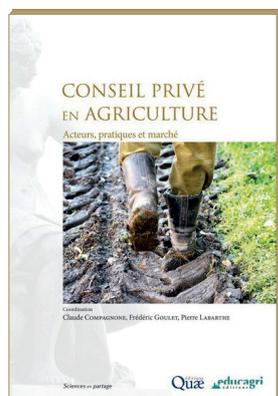
Enfin, *Le voyage des plantes* nous renseigne précisément sur le processus de globalisation. En essaimant forteresses et comptoirs, les Portugais ont créé le premier réseau commercial mondialisé, et enclenché un vaste mouvement d'échanges qui, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, a profondément remodelé les pratiques alimentaires. On n'est jamais aussi moderne qu'on le croît...

**Bruno Héroult**

Chef du Centre d'études et de prospective  
MAAF  
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

# Note de lecture

---



COMPAGNONE Claude, GOULET Frédéric,  
LABARTHE Pierre (coord)  
*Conseil privé en agriculture. Acteurs, pratiques et marché*  
QUAE & Educagri, 2015, 251 pages

Les travaux sur le conseil agricole, nombreux, ont surtout porté sur les acteurs publics, à commencer par les chambres d'agriculture. L'intérêt de cet ouvrage collectif est de se centrer, lui, sur les opérateurs privés : coopératives, firmes d'amont et d'aval, associations, consultants, bureaux d'études, groupements de producteurs, organismes de gestion, etc. Sept chapitres sont consacrés à la France et les trois autres à des expériences étrangères (Pérou, Maroc, Argentine). Tous s'appuient sur des recherches empiriques récentes, qui privilégient les approches sociologique ou économique, et concernent un large éventail d'acteurs, de filières et de territoires.

Par-delà les différences imputables aux terrains observés et à la sensibilité des auteurs, ces contributions montrent bien la tendance à l'affaiblissement des intervenants publics et, corrélativement, le fort mouvement de privatisation des activités de conseil. Hier, les États et leurs politiques volontaristes mobilisaient des outils publics et para-publics pour réussir la « modernisation agricole » et la « révolution verte ». Aujourd'hui, la réduction des dépenses étatiques, la diversification des modèles de production et des politiques centrales moins interventionnistes se conjuguent pour créer une offre de services de plus en plus diversifiés, précis, adaptés, efficaces, mais payants.

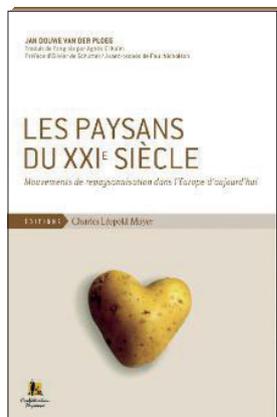
Si cet ouvrage offre un bon panorama de la situation présente, il suggère aussi, de façon plus prospective, quelques grandes interrogations pour l'avenir. Par exemple, de nombreuses pages incitent à se demander si l'essor du conseil privé permettra ou non de mieux prendre en compte les enjeux sanitaires et environnementaux. En second lieu, cette logique de privatisation débouchera-t-elle sur de nouveaux partenariats, sur de nouvelles concurrences, ou sur un mixte des deux ? Troisièmement, il sera intéressant de voir comment le conseil s'insérera, de façon plus ou moins cohérente, dans l'actuelle palette d'activités économiques de ces acteurs privés. Quatrièmement, en quoi cette privatisation aura-t-elle des conséquences sur la qualité des prestations distribuées ? Certains observateurs craignent également que l'affaiblissement des opérateurs publics ne crée de nouvelles inégalités dans l'accès au conseil. Enfin, les auteurs se demandent, de chapitre en chapitre, si ces acteurs privés sauront, autant qu'ils le prétendent, être porteurs de pratiques innovantes...

**Bruno Héroult**

Chef du Centre d'études et de prospective  
MAAF  
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

# Note de lecture

---



VAN DER PLOEG Jan Douwe  
*Les paysans du XXI<sup>e</sup> siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*  
Éditions Charles Léopold Mayer, 2014, 217 pages

Cet ouvrage, adapté d'un livre de 2008, *The new peasantries. Struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*, offre une synthèse en langue française des travaux du sociologue néerlandais Jan Douwe van der Ploeg, enseignant à l'université de Wageningen (Pays-Bas) et à l'Université agricole de Chine (Pékin).

Le premier chapitre met en place différents concepts qui sont déployés dans le reste de l'ouvrage. L'agriculture est segmentée en trois « constellations distinctes mais liées » (p. 19) : « l'agriculture paysanne » d'abord, qui « repose avant tout sur une utilisation soutenue du capital écologique, et s'efforce de défendre et d'améliorer les moyens de subsistance des paysans » ; l'agriculture « de type entrepreneurial » ensuite ; « l'agriculture capitaliste » enfin, actuellement « en pleine renaissance un peu partout grâce au modèle de l'agroexportation ». Ces types sont caractérisés par un « rapport au processus de production » et une « nature, qualité et durabilité des processus » différents. Enfin, trois « trajectoires de développement » (l'industrialisation, la repaysannisation, la désactivation), « entrent en interaction de plusieurs façons et à différents niveaux, ce qui contribue à donner de l'agriculture mondiale cette image dominante d'anarchie et de désorganisation qui semble la caractériser aujourd'hui » (p. 19).

Le second chapitre approfondit la caractérisation de la paysannerie. Van der Ploeg pose les fondements d'un renouveau scientifique qui reconsidérerait comme pertinents les « repères classiques que sont l'autonomie, l'autosuffisance et le cycle démographique de la famille paysanne », et qui appréhenderait pleinement leurs capacités d'action afin de cesser de voir les paysans comme des « victimes passives » et « des obstacles au développement » (pp. 47 et 48). Il introduit notamment le concept de « base de ressources », en entendant par là l'ensemble des facteurs de production au sens large (y compris ceux relevant des liens sociaux et des savoir-faire), qui permettent la production et la reproduction de l'unité de production. La base de ressources est par définition limitante, ce qui implique pour l'agriculture paysanne de rechercher, quitte à produire moins, l'efficacité et la création de valeur ajoutée à travers des stratégies d'intensification par le travail (en quantité et en qualité), fourni pour l'essentiel par les membres de la famille. Inversement, l'agriculture entrepreneuriale se caractérise par des stratégies d'expansion de la base de ressources pour produire plus, souvent au détriment de la valeur ajoutée et de l'emploi.

S'appuyant notamment sur son expertise de l'évolution des exploitations laitières des

Pays-Bas et d'Italie, l'auteur souligne la fragilité croissante des exploitations entrepreneuriales « considérées comme les plus « compétitives » [mais qui] ont le plus de mal à faire face aux conditions inhérentes à la mondialisation et à la libéralisation » (p 32), du fait de la rigidité de leur structure de coûts et des limites à l'artificialisation des modes de production. En période de crise de prix, l'agriculture entrepreneuriale entretrait dans des phases de désactivation, faute de retours sur investissement des capitaux engagés, là où l'agriculture paysanne trouve sa résilience dans sa logique propre : assurer la continuité de l'exploitation en contrôlant l'autonomie de sa base de ressources.

Dans le troisième chapitre, l'auteur analyse les mécanismes de différenciation entre l'agriculture entrepreneuriale et l'agriculture paysanne. Plusieurs couples d'opposition permettent de dégager une grille de lecture des changements en cours : autonomie vs. dépendance à l'égard des marchés, artificialisation vs. coproduction, augmentation d'échelle contre intensification par le travail, spécialisation contre multifonctionnalité, etc.

Le chapitre 4, consacré au « développement rural », avance qu'un mouvement de repaysannisation aurait débuté au cours des années 1990 en Europe, résultant de deux flux. Le premier proviendrait d'individus, pas forcément issus du milieu agricole, mais cherchant dans l'agriculture un projet de vie ou un complément d'activité. Le second d'agriculteurs cherchant à réorienter leur système de production pour retrouver une latitude face à l'emprise croissante du réseau oligopolistique qui contrôle la production, la distribution et la consommation alimentaire. Cette repaysannisation s'inscrirait dans un mouvement de contestation des institutions et des schémas modernistes prévalant depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle en Europe, où l'agriculteur était moins vu comme l'acteur central du système de production agricole que comme l'opérateur de prescriptions venues d'ailleurs. Elle se caractérise notamment par une remise en cause des processus et modes de travail, afin de faire émerger des pratiques professionnelles « qui autorisent une prise de recul,

de la flexibilité et de la qualité, et réduisent considérablement le stress » (p. 125).

La critique de l'ère moderniste n'épargne pas la recherche et les systèmes-experts : l'exemple de la coopérative territoriale NFW (Noardlike Fryske Walden) aux Pays-bas rappelle comment, sous la menace de réglementations environnementales contradictoires, des agriculteurs se sont organisés et sont entrés en négociation avec les autorités, sur la base d'objectifs partagés, pour disposer de marges de manœuvre et appliquer au mieux les solutions techniques qu'ils avaient fait émerger de leurs propres expérimentations. De manière générale, l'auteur appelle d'ailleurs à prêter attention à l'ensemble des structures de coopération entre agriculteurs, car elles sont l'expression de cette recherche d'autonomie individuelle et collective.

*Les paysans au XXI<sup>e</sup> siècle* appelle aussi à une refondation de la sociologie agricole. Pour l'auteur, les cadres intellectuels hérités de la période de modernisation empêchent de comprendre les évolutions d'une population engagée dans une recherche d'autonomie pour résister aux empires agroalimentaires. « Ce que la science a créé, c'est une image et un modèle d'agriculteur entrepreneur, un modèle qui définit ce que doivent être l'agriculteur, ses pratiques et les relations qu'il entretient (...). C'est pourquoi on estime généralement, notamment dans les zones où les projets de modernisation fonctionnent, que la paysannerie a *de facto* disparu. Selon tout à la fois les « modernistes » et les marxistes, les paysans sont devenus soit des entrepreneurs, soit des prolétaires » (p. 46). Qu'il s'agisse de l'école française de sociologie rurale autour d'Henri Mendras (*La fin des paysans*, 1967) ou de l'influence de l'économiste américain Théodore Schultz (*Transforming traditional agriculture*, 1964), van der Ploeg enjoint de dépasser ces approches, qui seraient « maintenant inadaptées pour appréhender pleinement la présence, l'importance, les problèmes et les potentiels des paysanneries d'aujourd'hui » (p. 47).

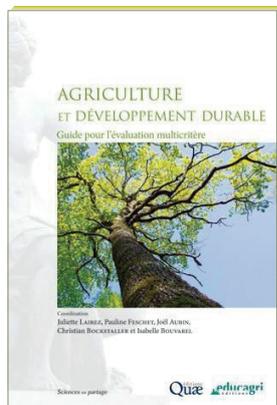
**Frédéric Courleux\***

Centre d'études et de prospective  
MAAF

\* F. Courleux travaillait au CEP au moment de la rédaction de cette note.

# Note de lecture

---



LAIREZ Juliette, FESCHET Pauline, AUBIN Joël,  
BOCKSTALLER Christian, BOUVAREL Isabelle  
*Agriculture et développement durable. Guide pour l'évaluation multicritère*  
Quae et Educagri éditions, décembre 2015, 226 pages

L'intérêt pour l'évaluation des actions des administrations ou des entreprises est croissant. Il en résulte un foisonnement de prestataires, de méthodes, notamment dans le champ de la contribution des systèmes agricoles au développement durable. Promouvoir une meilleure compatibilité entre les différents registres de performance des filières animales et végétales devient une priorité, tant politique qu'économique, et l'évaluation multicritère est un mode de raisonnement parfaitement adapté à cet enjeu. L'objectif de ce livre – qui s'adresse aux acteurs plus qu'aux experts –, est d'en fournir un guide méthodologique, d'initier aux principaux concepts, de présenter les outils existants et de faciliter la mise en œuvre de démarches cohérentes.

S'agissant d'un ouvrage didactique, son organisation en six chapitres mérite d'être retracée. Le premier rappelle les grandes étapes de l'affirmation de la problématique du « développement durable », situe l'agriculture dans ce processus et défend l'évaluation multicritère comme démarche particulièrement adaptée à la mesure de la durabilité. Le deuxième aborde les précautions à prendre avant de s'engager dans une démarche évaluative : étapes à distinguer, choix à opérer, contraintes et écueils à éviter, etc. Le troisième chapitre est consa-

cré aux indicateurs, depuis leur définition jusqu'à leur représentation visuelle, en passant par leur interprétation et leurs modalités d'agrégation. Le chapitre suivant, plus technique, approfondit la question de l'interprétation de ces indicateurs et présente différentes techniques de pondération et de compensation. Le cinquième présente les questions à se poser avant d'opter pour telle ou telle méthode puis, sur cette base, fait un tour d'horizon des principales méthodes existantes en matière de durabilité des systèmes agricoles : IDEA, MASC 2.0, MESMIS, ADAMA, DIAMOND, OVALI, etc. Bien que l'offre de méthodes soit riche, elle peut ne pas répondre aux besoins spécifiques d'un évaluateur, raison pour laquelle le dernier chapitre accompagne le concepteur dans l'élaboration de ses propres outils, en précisant les étapes et les paramètres à ne pas oublier. L'ensemble est clair, précis, agréable à lire, avec beaucoup d'exemples concrets, ainsi que de nombreux schémas, tableaux, encadrés, résumés, qui aident le lecteur dans sa progression.

**Bruno Héroult**

Chef du Centre d'études et de prospective  
MAAF  
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

# Note de lecture

---



RASTOIN Jean-Louis, BOUQUERY Jean-Marie (dirs)  
*Les industries agroalimentaires en France*  
La Documentation française, juin 2015, 253 pages

Publié dans une collection dédiée au monde contemporain et à ses évolutions, cet ouvrage brosse un large portrait des industries agroalimentaires (IAA) aujourd'hui en France. La douzaine de chapitres, écrits par des spécialistes reconnus chacun dans leur domaine, propose des analyses détaillées reposant sur des chiffres actualisés.

Après l'introduction générale, qui rappelle les grandes dates de l'histoire des IAA, une première série de textes les décrit en termes de structures, d'acteurs et de territoires. Ils insistent sur les ressorts de leur localisation géographique, sur leur polarisation régionale, sur l'emploi dans les principales branches, leur organisation en pôles d'activités et en réseaux d'innovation, leur inscription dans des systèmes productifs locaux. Ils précisent leur place dans la chaîne de valeur alimentaire, rappellent la diversité des structures de marché et leurs défis en matière d'innovation, le tout en insistant sur les spécificités financières, organisationnelles et stratégiques du modèle très français des coopératives.

D'autres chapitres présentent les nouvelles influences auxquelles sont soumises les

IAA, découlant en particulier de la mondialisation des échanges, des nouvelles attentes des consommateurs et des mobilisations d'acteurs de la société civile. Si la France dispose de quelques puissants fleurons internationaux, les nouveaux concurrents des pays émergents connaissent une forte croissance et constituent de réelles menaces pour nos firmes. Simultanément, les comportements et les représentations des mangeurs évoluent vite, les marchés se segmentent de plus en plus en fonction des styles de vie, les mouvements associatifs et citoyens défendent de nouvelles causes alimentaires (santé, écologie, localisme), et la puissance des réseaux sociaux numériques oblige les IAA à s'adapter et à réagir (communication, certification, efforts de « transparence »).

Enfin, un troisième ensemble de chapitres traite de questions plus institutionnelles et systémiques. Ils abordent entre autres les dispositifs interprofessionnels de gouvernance des filières (regroupement, intégration, contractualisation, organisation commune de marché), les politiques et régulations publiques nationales comme européennes, les objectifs prioritaires de ces interventions publiques (qualité, santé,

signes d'identification, information du consommateur), les problèmes de formation, de R&D et de capital humain des IAA.

En conclusion, trois scénarios de prospective mondiale des systèmes alimentaires sont présentés, ainsi que les facteurs clés qui en découlent pour l'avenir des IAA françaises : produits, capacités d'innovation, structures de marché, gouvernance.

Comme on le voit, cet ouvrage déborde le programme annoncé par son titre puisqu'il traite – pour notre plus grand intérêt – autant des IAA que des contextes dans lesquelles elles produisent et vendent. Il s'adresse donc, plus généralement, à l'ensemble des lecteurs intéressés par le système agro-alimentaire et ses transformations. Inver-

sement, l'approche très centrée sur les entreprises, leurs stratégies, leurs financements, leur inscription dans les filières, fait que d'autres aspects intéressants sont moins bien ou pas du tout traités : fonctionnement organisationnel des IAA, processus de production, modalités de management, profils des salariés, conditions de travail, etc.

**Bruno Héroult**

Chef du Centre d'études et de prospective

MAAF

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Lien : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303331954088/index.shtml>

## Recommandations aux auteurs

### ● Format

Les manuscrits sont présentés sous format Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 50 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- le(s) nom(s) de(s) auteur(s) et leur(s) institution(s) ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots-clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité. Pour une meilleure lisibilité, les notes de bas de page doivent être limitées en nombre et en longueur.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
  - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
  - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

### ● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

### ● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins 3 membres du comité de rédaction. Deux fiches de lecture rédigées par un des membres du comité de rédaction et par un expert extérieur sont transmises aux auteurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Florent Bidaud, secrétaire de rédaction : [florent.bidaud@agriculture.gouv.fr](mailto:florent.bidaud@agriculture.gouv.fr)
- Bruno Hérault, rédacteur en chef : [bruno.herault@agriculture.gouv.fr](mailto:bruno.herault@agriculture.gouv.fr)

### ● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

# Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Abonnement à l'alerte électronique en envoyant un message à l'adresse :

[florent.bidaud@agriculture.gouv.fr](mailto:florent.bidaud@agriculture.gouv.fr) avec le sujet « **abonnement** »

## **Notes et études socio-économiques**

Ministère de l'Agriculture,  
de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général  
Service de la Statistique et de la Prospective  
Centre d'études et de prospective

### **Renseignements :**

Service de la Statistique et de la Prospective  
Centre d'Études et de Prospective  
3 rue Barbet de Jouy  
75349 Paris 07 SP

### **Diffusion :**

Service de la Statistique et de la Prospective  
Bureau des ventes – BP 32688  
31326 – Castanet Tolosan cedex

**Vente au numéro :** [agreste-ventes@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-ventes@agriculture.gouv.fr)  
fax : 05.61.28.93.66

**Abonnement :** tél. : 05.61.28.93.05